

Postulat



Grand Conseil - Secrétariat général
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne

Déposé le 16 JUIN 2009

Scanné le 17 JUIN 2009

09_Pos_138

Dès 12 ans est-ce l'âge de raison ??

Dans ma fonction d'assistante médicale mais également au sein de mes amitiés et connaissances, il m'est arrivé à de multiples reprises d'être confrontée à des situations dramatiques liées au secret médical.

Si le jeune est mineur, il n'existe pas vraiment de loi mais une pratique qui considère qu'un mineur, capable de discernement, peut tout à fait exiger que ses parents ne soient pas tenus au courant d'une problématique médicale que ce jeune patient pourrait présenter.

Lorsqu'il s'agit d'acné ou de douleurs dorsales cela ne présente pas vraiment de problème.

Il en va d'une autre manière quand il s'agit de problèmes physiques ou psychiques ou de dépendances qui peuvent mettre leur vie en danger.

Evidemment se pose la problématique de la contraception, de la grossesse ou de l'interruption de grossesse qui est à prendre en compte également et qui me semble devoir rester un libre choix de communication.

Il est incompréhensible que des parents de jeunes mineurs ne puissent avoir accès à des informations médicales importantes qui leur permettraient de pouvoir prendre les décisions qui s'imposent pour la santé de leur enfant.

Je souhaiterais que ce postulat puisse être envoyé en commission afin que les députés Vaudois soient éclairés sur cette pratique et le cas échéant proposer une disposition qui permettrait aux médecins, aux parents et aux adolescents d'être informés sur la loi et surtout de redonner aux géniteurs et jusqu'à la majorité de l'adolescent la place qu'ils doivent occuper.

Prilly, le 16 juin 2009.

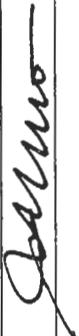
Véronique Hurni
(Députée

Souhaite développer

Expliquer a l'ors du
développement

13

Liste des députés signataires – état au 17 mars 2009

Abbet Raphaël	Chapalay Albert	Dolivo Jean-Michel
Aebi Jean-Robert	Chappuis Laurent <i>R. Chappuis</i>	Ducommun Philippe
Amarelle Cesla	Chatelain André	Dufour Claude-Eric
Amstein Claudine	Chevalley Christine	Durusel José 
Ansermet Jacques	Chevalley Edna	Duvoisin Ginette
Apothéoz Stéphanie	Chevalley Isabelle 	Epars Olivier
Aubert Mireille	Cherix François	Fardel Claude-André 
Baehler Bech Anne	Chollet Jean-Luc 	Favez Jean-Michel
Ballif Laurent 	Chollet Jean-Marc	Favrod Pierre-Alain
Bally Alexis	Christen Jérôme	Feller Olivier
Bavaud Sandrine	Clot Bertrand 	Ferrari Yves
Bernhard Maximilien 	Cornamusaz Philippe	Flora-Guttmann Martine
Berseth Verena	Cornaz-Rovelli Valérie	Freymond Cantone Fabienne 
Bolay Guy-Philippe	Courdesse Régis	Gaille Pierre-André 
Bonjour Eric 	De Preux Patrick	Gay Vallotton Michèle
Bonny Dominique-Richard	Debluè François	Gfeller Olivier
Borel Bernard	Décaillet Anne 	Girardet Lucas
Borloz Frédéric	Décosterd Anne	Gardon Julien
Bottlang-Pittet Jaqueline	Delacour André	Glutz Félix
Brélaz François 	Depoister Anne-Marie	Golaz Florence
Buffat Marc-Olivier	Deriaz Philippe	Golaz Olivier 
Buffat Michaël 	Desmeules Michel	Gorrite Nuria
Cachin Jean-François 	Despot Fabienne 	Grandjean Pierre 
Calpini Christa	Devaud Grégory	Grognuz Frédéric <i>J. 911</i>
Capt Gloria 	Dind Claudine	Guignard Jean

Liste des députés signataires – état au 17 mars 2009

Guignard Pierre	Métraux Béatrice	Reymond Philippe
Haenni Frédéric	Meyer Roxanne	Rochat Nicolas
Haldy Jacques	Miéville Michel	Rod Armand
Haury Jacques-André	Modoux Philippe	Rostan Jacqueline
Hurni Véronique	Monod Alain	Roulet Catherine
Jaquet-Berger Christiane	Montangero Stéphane	Ruey-Ray Elisabeth
Jaquier Rémy	Mossi Michele	Saugy Roger
Jobin Philippe	Mouquin Michel	Savary Marianne
Jufer-Tissot Nicole	Nicolet Jacques	Schwaab Jean Christophe
Jungclaus Delarze Suzanne	Pache Rémy	Schwaar Valérie
Junod Grégoire	Papilloud Anne	Schwab Claude
Kappeler Hans Rudolf	Payot François	Silauri Alessandra
Kernen Olivier	Pernoud Pierre-André	Sordet Jean-Marc
Labouchère Catherine	Perrin Jacques	Surer Jean-Marie
Mahaim Raphaël	Pertusio Mario-Charles	Truffer Jean-Jacques
Maillefer Denis-Olivier	Peters Lise	Uffer Filip
Mange Daniel	Pidoux Jean-Yves	Venzelos Vassilis
Manzini Pascale	Pidoux Pierre-André	Villa Sylvie
Marendaz André	Poncet Gabriel	Volet Pierre
Martinet Philippe	Randin Philippe	Walther Eric
Mattenberger Nicolas	Rapaz Pierre-Yves	Weber-Jobé Monique
Mayor Olivier	Rau Michel	Wehrli Laurent
Maystre Tinetta	Reichen Gil	Wyssa Claudine
Melly Serge	Renaud Michel	Yersin Jean-Robert
Mercier Pierre-Alain	Rey-Marion Aliette	Zwahlen Pierre



HAYDÈ

L'ESSENTIEL SUR LES DROITS DES PATIENTS

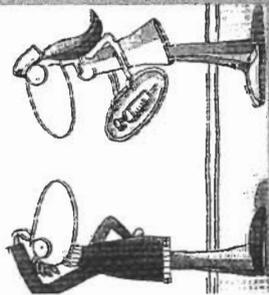
Dans les cantons de Berne, Fribourg, Jura,
Neuchâtel, Valais et Vaud

sanimédia
INFORMATION EN SANTE PUBLIQUE

Le consentement libre et éclairé

Aucun soin ne peut être donné sans le consentement libre et éclairé du patient capable de discernement, qu'il soit majeur ou mineur.

Le patient capable de discernement a le droit de refuser des soins, d'interrompre un traitement ou de quitter un établissement sanitaire s'il le souhaite.



En pratique

Pour pouvoir se prononcer et donner ou non son consentement libre et éclairé, le patient doit avoir été bien informé par le professionnel de la santé. Celui-ci est tenu de lui fournir une information suffisante et adéquate. Par la suite, le patient capable de discernement garde le droit de changer d'avis et de retirer le consentement qu'il a donné.

Le patient capable de discernement a le droit de refuser un traitement, de l'interrompre ou de quitter un établissement sanitaire à tout moment. Dans ce cas, le professionnel de la santé peut lui demander de confirmer sa décision par écrit. Il informera des risques que cette décision lui fait courir. C'est alors au patient d'assumer les risques qui peuvent être liés à son refus du traitement.

Aucune personne capable de discernement ne peut se voir imposer un traitement contre son gré. Les traitements forcés sont, en principe, interdits, à titre exceptionnel et à des conditions très strictes, si des mesures de contraintes peuvent toutefois être imposées à un patient à condition que son comportement présente un danger grave pour sa santé, sa sécurité ou pour celles d'autrui (par exemple, s'il se montre violent) et si toute autre mesure a échoué (voir «les mesures de contraindre», p. 12).

Bon à savoir

Qu'est-ce que le discernement?

Être capable de discernement, c'est avoir la faculté d'apprécier une situation et de prendre des décisions en conséquence. La capacité de discernement doit être déterminée en fonction de la situation bien précise dans laquelle se trouve le patient et de la question qui se pose; elle doit être évaluée chaque fois qu'une décision doit être prise.

Toute personne est présumée capable de discernement, à l'exception des jeunes enfants et de personnes qui en sont privées par suite de maladie mentale, de faiblesse d'esprit, de perte de conscience, d'ivresse ou d'autres causes semblables. Le fait d'être atteint de troubles psychiques, d'être très âgé, d'être sous tutelle ou d'être mineur n'est pas synonyme d'incapacité de discernement. Cette capacité s'apprécie de cas en cas.

Qu'arrive-t-il si je suis incapable de discernement?

Avant de vous administrer un traitement, le professionnel doit rechercher votre volonté présumée. Il s'informera pour savoir si vous avez établi des directives anticipées ou désigné un représentant thérapeutique (voir «les directives anticipées et le représentant thérapeutique», p. 8).

Si vous n'avez pas émis de directives anticipées, ni désigné un représentant thérapeutique, le professionnel de la santé doit obtenir l'accord de votre représentant légal avant d'intervenir. En l'absence d'un représentant légal, la situation varie selon les cantons. Dans les cantons du Jura et de Neuchâtel, la loi accorde aux proches le droit de consentir à la place du patient incapable de discernement.

En revanche, les cantons de Berne, Fribourg et Vaud prévoient en principe que le professionnel de la santé doit prendre l'avis des proches du patient incapable de discernement, sans toutefois être lié par cet avis. Quant au droit valaisan, il ne prévoit pas l'obligation de prendre l'avis des proches.

En cas d'urgence et si vous n'avez pas de représentant légal, ni dans les cantons du Jura et de Neuchâtel de proches habilités à prendre des décisions au sujet de votre traitement, le professionnel agira au mieux de vos intérêts, en tenant compte de votre volonté présumée.

Qui sont mes proches?

On entend par «proches» les personnes qui connaissent bien le patient en raison de leur lien de parenté ou d'amitié avec lui et qui démontrent un intérêt pour sa situation. C'est l'intensité du lien affectif qui est déterminante ici. Il peut donc s'agir de membres de votre famille, mais aussi de votre concubin ou de l'un de vos amis.

Est-ce que le professionnel doit me demander mon accord pour chacune de ses interventions?

En principe oui, mais la forme de cet accord peut varier. S'il s'agit de soins non invasifs ou de soins de routine, comme par exemple une prise de sang ou la prise de la tension artérielle, votre consentement peut être tacite. Sinon, le professionnel doit vous demander clairement si vous êtes d'accord de recevoir le soin qui vous est proposé.

